



---

# ISRAËL-PALESTINE

## ÉTAT DES LIEUX

sous la direction d'**Esther Benbassa**

**Lundi 6 et mardi 7 avril 2009**

*Amphithéâtre du CNAM – 41, rue Gay-Lussac, 75005 Paris (rez-de-chaussée)*

*Soirée de clôture (mardi 7 avril, 19h-21h) :*

*Amphithéâtre Jules-Ferry – École Normale Supérieure – 29, rue d'Ulm, 75005 Paris*

**Inscription obligatoire sur :**

<http://inscription.parisduvivrensemble.org>

Organisé dans le cadre de l'édition 2009 du « Pari(s) du Vivre-Ensemble »,  
avec l'appui de l'EA 4117 de l'École pratique des hautes études,

avec la collaboration de **Sébastien Boussois**.

Secrétaire du colloque : **Sophie Nordmann**, assistée de **Judith Aquien**.

---



***Informations pratiques :***

*Dates :*

Lundi 6 et mardi 7 avril 2009

*Lieu :*

Amphithéâtre du CNAM  
41, rue Gay-Lussac  
75005 Paris  
Rez-de-chaussée



**Attention :**

La **soirée de clôture** du colloque (mardi 7 avril, 19-21h) aura lieu à  
**l'École Normale Supérieure**  
Amphithéâtre Jules-Ferry  
29, rue d'Ulm  
75005 Paris

*Accès :*

RER Luxembourg (ligne B)  
Autobus 21, 27, 38, 82, 84, 85, 89

***Entrée gratuite sur inscription :***

**<http://inscription.parisduvivreensemble.org>**

***Informations complémentaires :***

☎ 01 45 88 25 12

# ISRAËL-PALESTINE

## ÉTAT DES LIEUX

Le conflit israélo-palestinien est l'un des sujets qui soulèvent le plus les passions, notamment en France où, on aime à le rappeler, sont « installées » les plus nombreuses communautés juives et arabes d'Europe. Par ailleurs, on peut observer, depuis la seconde Intifada, le développement d'un certain nombre de théories sur l'« importation » du conflit sur le sol français. Après les offensives israéliennes à Gaza en décembre 2008 et en janvier 2009, ces théories ont été reprises avec encore plus de véhémence.

Cependant, les sociétés israélienne et palestinienne ainsi que les débats qui les animent, restent souvent méconnus d'un point de vue scientifique – donc dépassionné. En dépit du fait que le conflit représente un sujet d'étude à part entière dans de nombreux domaines de recherche, les chercheurs sont rarement sollicités dans les débats publics.

Quel est le rôle de l'histoire dans la perception de ce conflit ? Quels sont les débats actuels ? Où en est la recherche scientifique sur le sujet ? Quelles sont les solutions qui se profilent sur le terrain pour mettre fin à ce conflit qui dure depuis plus de soixante ans ?

Ces journées sont organisées à l'occasion des séminaires que dispensera le Professeur Avi Shlaïm (St Antony's College, Oxford), auteur notamment de l'ouvrage *Le Mur de fer. Israël et le Monde arabe* (Paris, Buchet-Chastel, 2008), en mars et avril 2009 à l'École pratique des hautes études (EPHE-Sorbonne).

**Lundi 6 avril – 9h30-12h30**

***LA PRESSE***

**9h30-9h40 : Ouverture du colloque**

**Président : Dominique VIDAL**

*(Le Monde diplomatique)*

- **9h40-10h00 : Jérôme BOURDON** (Directeur de département à l'Université de Tel-Aviv / Chercheur associé au Centre de Sociologie de l'Innovation, CSI-École des Mines, Paris)

*« Du sionisme au compassionisme ?*

*La télévision française et le conflit israélo-palestinien (1948-2000). »*

- **10h00-10h20 : Serge ERLINGER** (Doctorant à l'Université de Provence, Aix-Marseille-I)

*« Le conflit israélo-palestinien dans un journal de référence :*

*Le Monde (1987-2002). »*

- **10h20-10h40 : Gilles PARIS** (Chef adjoint du service international, en charge du Moyen-Orient au journal *Le Monde*)

*« Information en circuit fermé. »*

- **10h40-11h00 : Discussion**

**11h00-11h30 : Pause café**

- **11h30-11h50 : Mélanie GÉRARD** (Doctorante au Centre de recherche sur les médiations, CREM-Université Paul-Verlaine, Metz)

*« La bataille de Jénine vue par Le Républicain Lorrain :*

*une construction collective de l'information. »*

- **11h50-12h10 : Denis SIEFFERT** (Directeur de l'hebdomadaire *Politis*)

*« Gaza : les mots de la désinformation dans les médias français. »*

- **12h10-12h30 : Discussion**

**Pause déjeuner**

**Lundi 6 avril – 14h00-17h00**  
**LES VILLES, LES FRONTIÈRES**

**Président : Gilbert ACHCAR**

(Professeur à la School of Oriental and African Studies, SOAS-Université de Londres)

- **14h00-14h20 : Julien SALINGUE** (Doctorant à l'Université Paris VIII)  
*« Pouvoir central, pouvoirs locaux : l'Autorité palestinienne et les contre-pouvoirs. Le cas d'Hébron (1993-2006). »*
- **14h20-14h40 : Pierre RENNO** (ATER au Centre de recherches politiques, CRPS-Université Paris I-Sorbonne)  
*« Classifier le régime israélien : le concept d'ethnocratie à l'épreuve du terrain. »*
- **14h40-15h00 : Caroline ROZENHOLC** (Boursière au Centre de recherches français de Jérusalem, CNRS-CRFJ / Doctorante au laboratoire Migrinter, CNRS, Université de Poitiers)  
*« La problématique identitaire et spatiale dans l'agglomération de Tel-Aviv/Jaffa. »*
- **15h00-15h20 : Discussion**

**15h20-15h40 : Pause café**

- **15h40-16h00 : Cédric PARIZOT** (Chercheur au Centre de recherches français de Jérusalem, CNRS-CRFJ)  
*« Repenser les régimes de mobilité entre la Cisjordanie et Israël (2000-2008). Réglementations, autorités de régulation, pratiques. »*
- **16h00-16h20 : Irène SALENSON** (ATER à l'Institut d'aménagement territorial, environnement et urbanisme, IATEUR-Université de Reims)  
*« Aspects transnationaux des dynamiques et politiques urbaines israéliennes et palestiniennes. »*
- **16h20-16h40 : Sylvaine BULLE** (Maître de conférences à l'Université Jean-Monnet, Saint-Étienne /EHESS)  
*« D'une théorie de la domination à une théorie de la justice. »*
- **16h40-17h00 : Discussion**

**Mardi 7 avril – 9h30-12h30**

**MOUVEMENTS, AFFILIATIONS**

**Président : Jérôme BOURDON**

(Directeur de département à l'Université de Tel-Aviv / Chercheur associé au Centre de Sociologie de l'Innovation, CSI-École des Mines, Paris)

- **9h30-9h50 : Sébastien BOUSSOIS** (Chercheur associé au Centre Alberto Benveniste, EPHE-Sorbonne)

*« Le travail autour de l'histoire en Israël : d'une crise à l'autre. »*

- **9h50-10h10 : Karine LAMARCHE** (Doctorante à l'ENS-EHESS / ATER à l'Université Lille III)

*« Des 'mouvements pacifistes' aux 'mouvements anti-occupation'. Matériau pour une réflexion sur l'évolution des mobilisations israéliennes contre l'occupation. »*

- **10h10-10h30 : Discussion**

**10h30-11h00 : Pause café**

- **11h00-11h20 : Élisabeth MARTEU** (Doctorante à Sciences Po, Paris / ATER à l'Université Paris I-Sorbonne)

*« Les associations de femmes arabes en Israël.  
Enjeux de nouvelles formes de mobilisation palestinienne en Israël. »*

- **11h20-11h40 : Marcella SIMONI** (Enseignante à l'Université Ca' Foscari, Venise / Professeur associé à l'Université de New York, Florence)

*« L'utopie concrète' de New Outlook.  
La jeunesse israélienne et palestinienne à la recherche d'un chemin vers la paix. »*

- **11h40-12h00 : Pénélope LARZILLIÈRE** (Chargée de recherche à l'Institut de recherche pour le développement, IRD, Bondy)

*« Fermeture ou transformation des 'possibles protestataires' ? Une sociologie de l'engagement dans les Territoires palestiniens. »*

- **12h00-12h30 : Discussion**

**Pause déjeuner**

Mardi 7 avril – 14h30-16h30

**RÉPERCUSSIONS DU CONFLIT SUR PLACE ET À L'ÉTRANGER**

**Président : Jean-Christophe ATTIAS**

(Directeur d'études à l'EPHE-Sorbonne)

- **14h30-14h50 : Tareq ARAR** (Doctorant à l'Institut français de Géopolitique, IFG-Université Paris VIII / Président de l'Union générale des étudiants palestiniens en France)

*« L'exportation du conflit israélo-palestinien en France.  
Entre mythe et réalité. »*

- **14h50-15h10 : Mathieu BOUCHARD** (Doctorant à l'Institut Pierre Renouvin, Université Paris I-Sorbonne)

*« Les Français et la première guerre de Palestine (1947-1949).  
Représentations, pratiques, mémoires. »*

- **15h10-15h30 : Vincent GEISSER** (Chercheur à l'Institut d'études et de recherches sur le monde arabe et musulman, IREMAM-CNRS, Aix-en-Provence / Président du Centre d'études et d'information sur les migrations internationales, CIEMI, Réseau Scalabrini, Paris)

*« L'Intifada des banlieues françaises'. Lectures, interprétations et instrumentalisation du conflit israélo-palestinien dans le contexte hexagonal (2000-2008). »*

- **15h30-15h50 : Philippe BOURMAUD** (ATER à l'Université Jean-Moulin, Lyon III)

*« Du conflit israélo-palestinien comme objet de savoir. »*

- **15h50-16h30 : Discussion**

**Mardi 7 avril – 19h-21h**

***APRÈS GAZA, QUELLES PERSPECTIVES ?***

**Présidente : Esther BENBASSA**

(Directrice d'études à l'EPHE-Sorbonne)

- **Régis DEBRAY**
- **Alain DIECKHOFF** (Directeur de recherche au Centre d'Études et de Recherches internationales, CERI-Sciences Po-CNRS / Enseignant à l'École doctorale de Sciences Po, Paris)
- **Sammy RAVEL** (Ministre plénipotentiaire auprès de l'Ambassade d'Israël à Paris)
- **Leïla SHAHID** (Déléguée générale de l'Autorité palestinienne auprès de l'Union européenne)
- **Avi SHLAÏM** (Professeur au St Antony's College, Oxford)

# **RÉSUMÉS DES COMMUNICATIONS**

**(par ordre alphabétique des noms d'intervenants)**

**Tareq ARAR :**  
**« L'exportation du conflit israélo-palestinien en France.  
Entre mythe et réalité. »**

L'implication coloniale de la France au Moyen-Orient a, très tôt, donné une importante visibilité aux causes arabes dans la métropole. Mais ce n'est que depuis l'éclatement de la seconde Intifada que l'on ne cesse de parler d'« importation » ou d'« exportation » du conflit israélo-palestinien en France. Notons l'augmentation des actes de types racistes, qu'ils soient antisémites, anti-Arabes ou islamophobes. Il en résulte que s'exprimer ou prendre position sur la situation au Moyen-Orient est devenu de plus en plus délicat.

Pourtant, la prégnance du conflit israélo-palestinien dans la société, qui semble tant inquiéter les autorités françaises, est loin d'être nouvelle. L'« exportation » du conflit israélo-palestinien, en Europe en général et en France en particulier, a débuté à la fin des années 1960, avec l'adoption d'une stratégie d'internationalisation de la cause palestinienne par l'OLP.

Aujourd'hui, l'« importation » du conflit, dont parlent les médias, les pouvoirs publics et certains acteurs de la société civile, est bien moins violente. On constate que si la majorité des agressions physiques sont beaucoup moins graves, elles touchent principalement des citoyens français, ce qui est nouveau. D'ailleurs, si le conflit israélo-palestinien était « exporté » dans les années de 1960 et 1970 par les Palestiniens et les Israéliens eux-mêmes, cela n'est plus le cas aujourd'hui. C'est bien la société française qui « importe » désormais le conflit.

À travers l'historiographie du conflit, il s'agira de montrer que le problème israélo-palestinien est, somme toute, depuis longtemps une « question française ».

**Mathieu BOUCHARD :**  
**« Les Français et la première guerre de Palestine (1947-1949).  
Représentations, pratiques, mémoires. »**

Dans le conflit israélo-palestinien, l'opinion publique française est fréquemment invitée à prendre parti. Il est donc opportun d'étudier les imaginaires sur lesquels se fondent, en France, les représentations du conflit.

Je m'intéresserai d'abord aux représentations de la première guerre de Palestine (1947-1949), aux stéréotypes (l'archaïsme des sociétés arabes par exemple) et aux valeurs (la Résistance, le modernisme, etc.) qui les constituent, à l'information qui les conditionne (de quelles informations dispose le gouvernement ? de quelles informations disposent les lecteurs des journaux ?) et à l'image de soi qu'elles mettent en jeu – image complexe entretenue par la France coloniale après 1945. J'identifierai ensuite les lieux où elles se forment (partis politiques, milieux intellectuels, instituts communautaires, etc.), les groupes qui les diffusent, les approuvent ou les contestent (associations, journaux). J'aborderai enfin le poids de ces représentations sur les pratiques des contemporains, et plus particulièrement sur les mobilisations qu'elles entraînent. Puis je tenterai de comprendre comment, dans la durée, ces représentations pèsent sur la construction de la mémoire de la première guerre israélo-arabe et sur les conditions de la création de l'État israélien – des questions encore très politiques aussi bien en Israël que dans le monde arabe.

**Jérôme BOURDON :**  
**« Du sionisme au compassionisme? La télévision française et le conflit israélo-palestinien (1948-2000). »**

Mon intervention s'appuie sur une série de recherches menées dans les archives de l'INA afin de tenter de montrer comment les images du conflit israélo-palestinien ont profondément évolué, sans avoir jamais trouvé un point d'équilibre qui rende le récit du conflit acceptable par toutes les parties intéressées, y compris en France.

J'analyserai le conflit israélo-palestinien comme un répertoire dramatique. Le Moyen-Orient y apparaît comme une réserve de courtes pièces, très écrites, très vite identifiables, qui n'a cessé, au fil des années, de s'enrichir : la renaissance du peuple millénaire menacé d'extermination, les pionniers du désert, l'armée du peuple, le camp de réfugiés, l'attentat, les représailles... Plus que malhonnêtes ou systématiquement biaisées par des médias partisans, ces images apparaissent tributaires de l'esprit du temps. La télévision, qui au départ soutenait l'État d'Israël, a changé progressivement à partir de 1967, mettant l'accent sur un Israël occupant et donnant une large place aux Palestiniens, présentés essentiellement comme des victimes (d'où le néologisme de « compassionisme »), dans une concurrence implicite avec les Juifs. Dans le même temps, le génocide a acquis une visibilité importante dans l'espace public qui affecte aussi, indirectement, l'image d'Israël et du conflit.

N.B : Des extraits d'émissions seront diffusés au cours de l'intervention.

**Philippe BOURMAUD :**  
**« Du conflit israélo-palestinien comme objet de savoir. »**

Depuis une quinzaine d'années, les études sur la recherche en Israël et dans les Territoires palestiniens se sont multipliées. Cette tendance résulte d'une prise de conscience réflexive : les savoirs produits sur le conflit participent dudit conflit. L'une des lignes de front du conflit serait la bataille pour la maîtrise de l'information à l'intention des organismes internationaux, et le conditionnement des représentations dans l'opinion publique mondiale.

Tout cela informe peu ou prou les débats scientifiques et la structuration des disciplines académiques. Le monde des chercheurs s'est donc enquis des relations entre les disciplines académiques et l'histoire du conflit, autour de trois approches principales : les modalités de la définition de l'espace israélo-palestinien ; la mobilisation de domaines de savoir (notamment celui de la médecine) au service d'une des parties en conflit ; les interférences entre la pratique scientifique et le conflit.

**Sébastien BOUSSOIS :**  
**« Le travail autour de l'histoire en Israël : d'une crise à l'autre. »**

En 2008, lors des 60 ans de l'État d'Israël, le débat autour de l'histoire n'a eu de cesse d'agiter encore un peu plus la communauté scientifique. S'il est vrai que la phase d'ouverture qu'avait connue la société israélienne à l'issue des Accords d'Oslo en 1993 s'est subitement refermée depuis 2000 et la seconde Intifada, des historiens comme Benny Morris, Ilan Pappé, Avi Shlaim, Tom Segev, Idith Zertal, Shlomo Sand et bien d'autres ont continué à revisiter l'histoire sioniste et à démonter une partie de ses mythes pour tenter d'établir une version nouvelle de l'histoire récente.

Avec l'offensive de Gaza survenue en décembre 2008, la société israélienne s'est repliée de nouveau derrière ses gouvernants ; des intellectuels et écrivains habituellement issus du « camp de la paix » ont pris position en faveur de l'intervention armée contre le Hamas – ceux-là mêmes qui avaient soutenu l'édification de la barrière de sécurité entre Israël et la Palestine en 2002. Pourtant, certains historiens continuent, malgré les crises, à se pencher sur le passé.

Dans quelle mesure les historiens – et particulièrement ceux que l'on appelle les « nouveaux historiens » – ont-ils une place déterminante à jouer dans l'instauration d'un dialogue entre les Israéliens et les Palestiniens ? Peut-on « à tout prix » revisiter le passé dans une situation politique gagnée par les passions et l'émotion ? Peut-on revenir à plus de responsabilité politique en tirant les leçons des erreurs du passé ? Autant de questions sur l'importance de la nouvelle histoire en Israël qui nous permettront de tenter de comprendre comment la révision historique peut devenir un enjeu pour la paix.

**Sylvaine BULLE :**

**« D'une théorie de la domination à une théorie de la justice. »**

Depuis plusieurs années, j'observe et j'analyse le régime de séparation communautaire entre Palestiniens et Israéliens à Jérusalem-Est et dans les Territoires palestiniens. Mon travail de recherche porte sur la régulation des injustices dans un régime de clôture politique et spatiale et sur les régimes d'engagement dans la formation de communautés de voisinage israélo-palestiniennes.

L'observation permet de découvrir l'outillage mis en place pour faire tenir les réseaux d'échange ou les droits acquis de ceux qui sont « clôturés ». Elle rend brûlante la quête d'autoréalisation des populations limitées dans leurs droits et montre la sensibilité multiple des acteurs soumis à de fortes contraintes pratiques. La formulation d'une sociologie des conflits et des régimes politiques « clôturés » se pose alors, prenant appui sur les actions interpersonnelles et les capacités individuelles et ouvrant sur une sociologie des régimes de justice.

**Serge ERLINGER :**

**« Le conflit israélo-palestinien dans un journal de référence :  
*Le Monde* (1987-2002). »**

Dans cette étude, je tenterai de discerner avec quels mots le conflit israélo-palestinien est représenté, commenté et analysé dans *Le Monde*, considéré dans la presse française comme le journal de référence. Entre 1987 et 2002, 8 740 articles ont été publiés dans *Le Monde* sur ce conflit. J'ai choisi les 214 éditoriaux afin de constituer un corpus à la fois exhaustif, homogène et pertinent pour l'étude de la ligne éditoriale. Cette dernière pourrait être résumée ainsi : *Le Monde* est favorable à la création d'un État palestinien ; il est contre l'occupation des Territoires palestiniens et les implantations dans ces territoires ; il condamne sans ambiguïté le terrorisme palestinien.

Dans une première partie, j'ai relevé des mots qui reviennent avec une grande fréquence dans les éditoriaux. Le mot a non seulement un statut grammatical, mais aussi un statut social et philosophique qui amorce l'interprétation de la réalité telle qu'elle est montrée. Ainsi, pourquoi, par exemple, utiliser le terme « kamikaze » plutôt que « terroriste », pourquoi « colonie » plutôt qu'« implantation » ou « Esplanade des mosquées » plutôt que « Mont du Temple » ? Dans une seconde partie, j'effectuerai une ana-

lyse des principaux acteurs du conflit (Yasser Arafat, Premiers ministres d'Israël, etc.) et des événements survenus entre 1987 et 2002 (première Intifada, Accords d'Oslo, assassinat d'Yitzhak Rabin, etc.).

**Vincent GEISSER :**  
**« L'Intifada des banlieues françaises? »**  
**Lectures, interprétations et instrumentalisations du conflit israélo-palestinien**  
**dans le contexte hexagonal (2000-2008). »**

Depuis 1967, le conflit israélo-palestinien ne cesse de produire des ondes de choc dans la société française, notamment au sein du champ politique et des milieux intellectuels, suscitant des prises de positions tranchées, voire des fractures entre « pro-Israéliens » et « pro-Palestiniens ». À cet égard, les réactions hexagonales à la seconde Intifada et à la répression israélienne qui s'en est suivie n'apparaissent que comme la réactualisation de débats et de mobilisations passées – le conflit israélo-palestinien se jouant périodiquement sur un mode mélodramatique, comme si la France n'était que la « caisse de résonance » d'un conflit à la fois géographiquement lointain et étrangement proche, étant donné les passions et les liens affectifs tissés avec les protagonistes.

Pourtant, au-delà de l'impression de « déjà-vu » et de la stabilité du positionnement des acteurs hexagonaux sur le conflit israélo-palestinien, la seconde Intifada a incontestablement introduit un certain nombre de ruptures dans les lectures, les interprétations et les modes de mobilisation des élites politiques, des intellectuels et des militants de la « cause ». Outre le thème de l'antisémitisme, qui a dominé les représentations du conflit ces cinq dernières années, deux variables me semblent devoir être mises en exergue : l'islamisation réelle ou imaginaire des répercussions du conflit sur le territoire français (le thème de la « menace islamique » remplace celui du « danger arabe ») et la politisation de la parole communautaire juive (avec, notamment, le rôle majeur dans l'espace public d'une institution comme le CRIF). Je me propose d'analyser ces deux facteurs qui ont contribué à faire émerger une « nouvelle configuration idéologique » autour du conflit israélo-palestinien dans la société française en ce début de XXI<sup>e</sup> siècle.

**Mélanie GÉRARD :**  
**« La bataille de Jénine vue par *Le Républicain Lorrain* :**  
**une construction collective de l'information. »**

La bataille de Jénine (avril 2002) occupa, pendant plusieurs mois, une part non négligeable de l'activité éditoriale française, dans la presse nationale et régionale, plaçant le nombre et la « qualité » des victimes au centre d'une interrogation sur les responsabilités à attribuer. On assista alors à un emballement médiatique qui véhiculait l'hypothèse d'un « massacre » commis par l'armée israélienne à Jénine.

Pour comprendre ce phénomène, j'analyserai les articles rédigés par Francis Kochert, journaliste au *Républicain Lorrain*, en m'appuyant sur différents entretiens menés auprès de la rédaction du journal et du représentant de la communauté juive de Metz.

Envisageant la construction de l'information comme une œuvre collective, j'étudierai les rapports entre le journaliste et sa hiérarchie en explicitant l'organisation du travail d'un envoyé spécial, exerçant son métier loin de sa rédaction, ainsi que les différentes contraintes humaines et matérielles qui pèsent sur la pratique de son activité professionnelle. Par ailleurs, je m'intéresserai au travail du journaliste sur le terrain en privilégiant

l'étude des rapports avec ses confrères et ses sources d'information. Enfin, je tenterai de comprendre la relation conflictuelle entre la rédaction du *Républicain Lorrain* d'alors et la communauté juive de Metz, en lutte pour imposer chacun leur point de vue – ces rapports de concurrence ayant pour enjeu la définition « légitime » de l'information sur la bataille de Jénine.

**Karine LAMARCHE :**

**« Des 'mouvements pacifistes' aux 'mouvements anti-occupation'. Matériau pour une réflexion sur l'évolution des mobilisations israéliennes contre l'occupation. »**

Si l'une des singularités de la seconde Intifada est d'avoir matérialisé la séparation entre Israéliens et Palestiniens au moyen d'obstacles physiques donnant l'impression de délimiter les frontières d'Israël (barrière de séparation, *checkpoints*, etc.), mais qui n'en sont en fait qu'une mise en scène, une autre de ses caractéristiques est d'avoir érigé des frontières mentales sans précédent entre Juifs et Arabes, renforçant ainsi le tropisme fondamental du « eux contre nous » déjà bien présent. Dans ce contexte, le choix d'une minorité d'Israéliens de protester contre la politique de leur gouvernement en manifestant, au côté des Palestiniens, contre la barrière de séparation, en organisant des actions directes non-violentes, en participant à des activités de solidarité, ou tout simplement en passant « de l'autre côté » pour nouer des contacts avec des habitants arabes des Territoires palestiniens, soulève de nombreuses questions. Qu'est-ce qui a pu pousser des Israéliens à s'engager dans des groupes anti-occupation, à une période où les violences mutuelles conduisaient une majorité de leurs concitoyens à prôner un renforcement de la politique sécuritaire ? La pluralité des trajectoires individuelles permet-elle d'éclairer les dynamiques à l'œuvre dans l'engagement et de proposer une typologie des carrières militantes ? Quelles sont les conséquences des transgressions autant géographiques qu'idéologiques qu'engendre l'engagement de terrain dans les Territoires palestiniens, notamment au niveau identitaire ?

Dans le cadre de ce colloque, je présenterai tout d'abord la situation actuelle de ce que l'on nomme « mouvement pacifiste » ou « camp de la paix israélien ». Dans un second temps, je proposerai une réflexion microsociologique sur les militants de ce mouvement, à partir des nombreuses observations collectées au cours de huit mois de terrain cumulés et d'une soixantaine d'entretiens semi-directifs menés auprès de militants engagés pendant la seconde Intifada dans différents groupes composant le mouvement israélien anti-occupation.

**Pénélope LARZILLIÈRE :**

**« Fermeture ou transformation des 'possibles protestataires' ?  
Une sociologie de l'engagement dans les Territoires palestiniens. »**

De la première à la seconde Intifada, la quasi-disparition d'un horizon d'attente constitue l'une des évolutions majeures du contexte de l'engagement politique dans les Territoires palestiniens, tel qu'il est perçu par les militants. Des transformations des temporalités de l'engagement, désormais concentrées sur le très court terme et le très long terme, en ont découlé. L'horizon à moyen terme de la planification politique semble avoir largement disparu.

L'analyse de ces inscriptions temporelles modifiées est à articuler avec l'évolution des références idéologiques (notamment de l'islamo-nationalisme) et des pratiques militantes. En effet, au-delà des positionnements stratégiques des organisations, j'insisterai

sur les enjeux et les conditions de l'engagement pour les militants eux-mêmes. Il importe également de distinguer ce qui relève spécifiquement du contexte palestinien des évolutions générales régionales – par exemple, la bipolarisation du champ politique de l'opposition entre les islamistes d'une part, et la mouvance ONG/droits de l'homme d'autre part.

La reconfiguration du militantisme vers des interventions fondées sur l'expertise et la professionnalisation représente également une tendance contemporaine plus générale. Je m'interrogerai sur l'éventuelle dépolitisation qu'elle pourrait signifier.

**Élisabeth MARTEU :**

**« Les associations de femmes arabes en Israël.**

**Enjeux de nouvelles formes de mobilisation palestinienne en Israël. »**

La minorité palestinienne en Israël a fait l'objet de peu de recherches universitaires en France. La plupart de ces recherches sont orientées vers l'étude des mobilisations identitaires et politiques. L'objectif d'une étude spécifique sur les associations de femmes arabes en Israël est double : 1) Analyser l'espace associatif féminin arabe comme révélateur des nouvelles formes de mobilisation palestinienne en Israël ; 2) Cerner les enjeux posés par une participation féminine qui se veut à la fois sociale et politique, citoyenne et communautaire. Cette approche permet de mettre en évidence les mécanismes de transformation du militantisme arabe et d'interroger ainsi plus largement le rôle de la sphère associative dans la reconfiguration des relations État/société en Israël. Huit ans après le déclenchement de la seconde Intifada en septembre 2000, les militants de la sphère associative arabe clament plus fort leur identité palestinienne mais savent aussi, bien mieux que leurs aînés, négocier leurs droits citoyens auprès des autorités israéliennes.

Les organisations de femmes palestiniennes offrent un cadre privilégié pour comprendre les modes de fonctionnement de la société civile arabe en Israël. En outre, la cause des femmes jouit d'un incontestable succès auprès des instances onusiennes et des bailleurs de fonds internationaux qui participent de la nouvelle quête de démocratisation et de changement social au Moyen-Orient. Le succès des programmes onusiens « Genre et développement » a permis la politisation des questions de genre, tandis que les organisations féministes étaient elles-mêmes accusées de « dénationaliser » et de « dépolitiser » la cause des femmes palestiniennes.

Mon travail de terrain, entrepris en janvier 2004 auprès des associations de femmes arabes – d'abord dans le village bédouin de Laqiyya, puis à Nazareth – a révélé la diversité des répertoires d'action (provision de services, programmes d'*empowerment*, plaidoyer et lobbying), des relations avec l'arène politique partisane, ainsi que des modalités de contact avec la sphère associative dans les Territoires palestiniens. Si une partie de ces associations articule protestation et négociation, une autre entend contourner l'État et jouer le jeu de la solidarité palestinienne transfrontalière. Proches des différentes forces communistes, nationalistes et islamiques, ces associations renseignent sur les différentes modalités de mobilisation des citoyens arabes.

**Gilles PARIS :**  
**« Information en circuit fermé. »**

La révolution de l'Internet – ou du moins sa généralisation – a coïncidé avec la seconde Intifada qui a débuté le 29 septembre 2000. Elle a produit un effet contraire à l'ouverture tous azimuts de l'information : l'enfermement des personnes directement ou indirectement intéressées par le conflit dans des récits parfaitement étanches, entretenant de part et d'autre les *a priori* et les présupposés.

Ce mécanisme a abouti à une remise en cause définitive du magistère des médias anciennement dominants, contraints par nature à une certaine forme de pluralisme – qui passe par une juxtaposition des regards des différentes parties en présence, en vue d'une narration globale.

**Cédric PARIZOT :**  
**« Repenser les régimes de mobilité entre la Cisjordanie et Israël (2000-2008).  
Réglementations, autorités de régulation, pratiques. »**

La mise en place des restrictions de mouvements imposées par Israël aux Palestiniens des Territoires depuis le début des années 1990 a été largement documentée, de même que ses conséquences sur le tissu social et l'économie palestinienne. Articulées au départ autour de mesures de sécurité *ad hoc*, ces restrictions se sont progressivement inscrites dans une séparation systématique entre populations israélienne et palestinienne. Les limites que ces restrictions ont dessinées n'ont cessé d'évoluer et de se multiplier, au point de contraindre les Palestiniens aux espaces toujours plus réduits que sont les enclaves autonomes et semi-autonomes de Cisjordanie. Plutôt que d'établir des frontières entre Israéliens et Palestiniens, ces restrictions instaurent un régime de mobilité hiérarchisant la capacité de mouvement en fonction du statut des individus et des groupes. Au-delà, elles ont favorisé l'émergence, au cours des années 1990-2000, d'une « économie de la frontière », c'est-à-dire un ensemble de trafics et de formes de contrebandes.

À travers l'étude des pratiques et des parcours de Palestiniens du sud de la Cisjordanie se rendant en Israël légalement ou clandestinement pour travailler, ainsi que leurs tractations avec des passeurs ou des facilitateurs, je tâcherai de montrer la multitude d'acteurs qui se sont progressivement investis dans la régulation du passage au cours des années 2000-2008. J'insisterai sur la professionnalisation de ces facilitateurs et sur le pouvoir qu'ils ont acquis dans le cadre de ces activités. En outre, en me penchant sur les relations de certains de ces acteurs avec les institutions sécuritaires israéliennes, je montrerai l'inscription de ces réseaux de passeurs dans les mécanismes de contrôle que l'État d'Israël a mis en place depuis les années 1990, dans le cadre de la réorganisation de ces modes d'occupation. L'instrumentalisation des passeurs par les autorités israéliennes permet, nous le verrons, non seulement de conserver un contrôle très étroit sur les mouvements qu'elles ne peuvent arrêter, mais aussi de récolter des renseignements à partir des flux d'informations qu'ils génèrent.

L'étude du redéploiement de ces modes de contrôle conduira donc d'une part à relativiser l'étendue de la séparation entre Israéliens et Palestiniens, puisque les réseaux entre autorités israéliennes, passeurs et ouvriers palestiniens prolongent des relations de dépendance, voire de clientélisme entre ces acteurs. D'autre part, cette recherche permettra de mieux comprendre, en pratique, le fonctionnement des régimes de mobilité et des limites imposées par Israël, ainsi que celui des acteurs qui les structurent.

**Pierre RENNO :**  
**« Classifier le régime israélien :  
le concept d’ethnocratie à l’épreuve du terrain. »**

La classification du régime israélien, la manière dont celui-ci est susceptible d’être nommé ou qualifié, est l’un des débats pour lesquels les frontières entre champs académiques et militants se révèlent particulièrement poreuses. La question de savoir si Israël est ou non une démocratie crée régulièrement des polémiques au sein du monde militant : ceux qui y voient la « seule démocratie du Moyen-Orient » s’opposent alors à ceux qui s’érigent en pourfendeurs d’un « régime d’apartheid ». Parallèlement, cette interrogation s’impose comme une problématique légitime au sein du monde académique – et particulièrement dans les départements de sciences politiques en Israël.

Au cours de ma communication, je dresserai, dans ses grandes lignes, l’état des lieux des discussions sur la classification du régime israélien en m’appuyant notamment sur les travaux de Sami Smoha au sujet de la démocratie ethnique, et sur le concept d’ethnocratie développé par Oren Yiftachel. Puis je chercherai à exposer les limites de cette approche classificatoire : si les concepts scientifiques qu’elle façonne peuvent être aisément mobilisés au sein du monde militant, ils apparaissent, sur le terrain des sciences sociales, fort peu praticables. Ce constat m’a conduit à adopter, dans le cadre de ma recherche sur les politiques d’implantation israélienne en Galilée, un positionnement théorique « anti-classificatoire ».

**Caroline ROZENHOLC :**  
**« La problématique identitaire et spatiale dans l’agglomération de Tel-Aviv/Jaffa »**

Alors que la mondialisation semblait conduire à la dissolution des frontières, l’ancrage territorial des revendications identitaires s’affirme en réalité toujours plus puissant. Les événements politiques et sociaux en expriment quotidiennement l’importance, et l’actualité israélo-palestinienne en constitue un exemple marquant. Lors de cette communication, j’aborderai la problématique identitaire et spatiale en prenant l’exemple de l’agglomération de Tel-Aviv/Jaffa.

Cette proposition de décentrer le regard des espaces les plus médiatisés vers la capitale culturelle et économique du pays est double. Premièrement, alors que Tel-Aviv est le plus souvent perçue comme une « bulle » d’insouciance dans une réalité tourmentée, une attention au développement même de la ville permet de lui rendre une dimension politique. En effet, l’étude géo-historique des premiers quartiers de la ville la dessine non plus comme l’antithèse archétypale de Jérusalem, non-problématique et non-contestée, mais comme un moment crucial de l’inscription du projet étatique sioniste dans cet espace : quand Tel-Aviv (au départ un quartier de Jaffa) a, en quelques décennies, conquis la ville plusieurs fois millénaire dont elle était issue. Deuxièmement, les premiers quartiers de Tel-Aviv, situés aujourd’hui au sud de la ville, nous intéressent aussi en ce qu’ils constituent les espaces les plus hétérogènes de l’agglomération. Depuis une dizaine d’années, la population s’y est d’ailleurs encore diversifiée avec l’installation de migrants venus de dizaines de pays d’Afrique, d’Asie, d’Amérique latine et d’Europe. Ces migrants économiques non-juifs constituaient, en 2000, environ 10 % de la force de travail du pays. Leur présence, très visible dans ces quartiers sud, témoigne à la fois de la fermeture des frontières nationales à la main-d’œuvre palestinienne dès les années 1990, et de l’ouverture d’une brèche dans la définition de la citoyenneté. Le Parlement israélien a, en effet, depuis peu octroyé la citoyenneté à quelques centaines d’enfants nés dans le pays, alors même que le contexte légal israélien est largement régi par le droit du sang.

Ainsi, l'étude des quartiers sud de la ville – toujours porteurs de la marque socio-économique et urbanistique de deux entités distinctes (Tel-Aviv et Jaffa) – fait émerger une frontière encore active au sein d'une agglomération pourtant unifiée. En même temps, ces espaces nous donnent aussi à lire certaines des répercussions qu'ont eues les fermetures du territoire israélien aux travailleurs palestiniens, puisqu'ils constituent les lieux d'installation en Israël de la main-d'œuvre venue les remplacer.

***Irène SALENSON :***

**« Aspects transnationaux des dynamiques et politiques urbaines israéliennes et palestiniennes. »**

Les dynamiques urbaines à l'œuvre à Jérusalem – et plus généralement en Israël et en Cisjordanie – témoignent d'une participation à des évolutions communes à de nombreuses métropoles dans le monde : processus de ségrégation socio-économique, ethnique ou confessionnelle, déclin du dynamisme des centres-villes, *gentrification*, construction non réglementaire dans les quartiers les plus défavorisés, etc. À ces mutations s'ajoute, dans le cas de Jérusalem, le poids des représentations imaginaires de la ville ainsi que certains enjeux « locaux », liés au conflit israélo-palestinien.

Par ailleurs, les projets israéliens et palestiniens pour le développement et l'aménagement des villes et des territoires semblent fortement marqués par une fascination pour des modèles urbains transnationaux. La prégnance de ces modèles apparaît d'abord dans les législations et les modes de faire des planifications urbaines. Elle est perceptible dans les thématiques mises en valeur comme la protection du patrimoine bâti ou le développement des transports en commun. Elle peut être décelée également dans les méthodes adoptées avec l'apparition de procédures de participation du public aux projets.

Cette influence est due notamment à la reprise des grands principes de la réglementation datant du Mandat britannique, et à la collaboration avec des aménageurs occidentaux pour l'élaboration de plans récents. Elle s'explique aussi par le parcours de nombreux urbanistes israéliens et palestiniens ayant acquis une formation ou une expérience à l'étranger. Enfin, elle se comprend par une croissance de la circulation des savoirs, des références culturelles et des investissements économiques entre le Moyen-Orient et le reste du monde.

Ces différentes caractéristiques prouvent que les politiques urbaines israéliennes et palestiniennes prennent part à la globalisation de la pensée urbaine. Elles remettent en question l'idée d'un particularisme de la situation à Jérusalem et au Moyen-Orient.

***Julien SALINGUE :***

**« Pouvoir central, pouvoirs locaux : l'Autorité palestinienne et les contre-pouvoirs. Le cas d'Hébron (1993-2006). »**

Après la signature des Accords d'Oslo et le « retour » de la direction de l'OLP dans les Territoires palestiniens, l'Autorité palestinienne a été confrontée à de multiples défis. L'un d'entre eux, pour une équipe dirigeante majoritairement composée de *returnees* (Palestiniens de l'exil revenus dans les territoires autonomes de Cisjordanie et dans la bande de Gaza), était l'existence, voire la résistance, d'un certain nombre de forces « de l'intérieur » (nommées aussi « forces centrifuges », incluant des acteurs sociaux, politiques, économiques, religieux...).

La conjonction du déficit de souveraineté induit par les Accords d'Oslo et de la présence de ces multiples forces centrifuges dans la société palestinienne a considérablement handicapé la direction de l'Autorité palestinienne dans sa quête de légitimité auprès de la population de Cisjordanie et de Gaza. L'Autorité palestinienne a, en conséquence, choisi de développer une politique spécifique en direction de ces divers acteurs locaux, alliant répression, cooptation et partage des responsabilités locales.

L'étude du cas d'Hébron est révélatrice des contradictions de cette politique : la recherche d'un compromis avec les élites traditionnelles d'Hébron (élites sociales et économiques notamment) a, contrairement aux souhaits des dirigeants de l'Autorité palestinienne, renforcé les forces centrifuges et l'hostilité au processus d'Oslo, et a dès lors largement contribué à la défaite électorale du Fatah en janvier 2006.

À l'heure où les Accords d'Oslo ont définitivement montré leurs limites et où l'Autorité palestinienne, divisée et affaiblie, est fortement délégitimée, une réflexion sur les rapports du pouvoir central avec les pouvoirs locaux durant les « années Oslo » est, à bien des égards, éclairante.

***Denis SIEFFERT :***

**« Gaza : les mots de la désinformation dans les médias français. »**

Dans le cadre de cette communication, je me propose d'analyser l'usage de certains mots récurrents dans la présentation des événements de Gaza (décembre 2008 et janvier 2009). J'évoquerai la façon dont la communication politique et militaire est relayée dans l'information au public, la question des « équilibres », celle du traitement de la parole officielle, ainsi que l'évolution de la place de l'événement dans la hiérarchie de l'information. Enfin, une part sera consacrée aux raisons historiques et sociologiques de la sensibilité française aux événements du Moyen-Orient.

***Marcella SIMONI :***

**« L'utopie concrète' de *New Outlook*. La jeunesse israélienne et palestinienne à la recherche d'un chemin vers la paix. »**

*New Outlook* est une revue politique mensuelle, fondée par Martin Buber et Simha Flapan. Pendant trente-cinq années, de 1957 à 1992, la revue s'est efforcée de promouvoir une réalité de la paix au Moyen-Orient. Durant sa longue existence, cette publication revendiquait une politique pacifiste et radicale qui mit ses contributeurs au centre d'un réseau pacifiste international.

Je me concentrerai, au cours de cette communication, sur l'un des aspects du travail de reportage de *New Outlook* auprès d'une catégorie de ses lecteurs, qui sont aussi des citoyens, acteurs et victimes du conflit : la jeunesse. Comme d'autres mouvements pacifistes, *New Outlook* a développé diverses stratégies : à court terme, à moyen terme et à long terme. Le fait de s'adresser à la jeunesse a été considéré par la revue comme une stratégie à long terme visant à construire la paix.

Partant de ce constat, je consacrerai les deuxième et troisième parties de ma communication aux trois aspects, en rapport avec la jeunesse, de la déstructuration du conflit et de la construction de la paix auxquelles *New Outlook* a participé. J'analyserai les questions de l'éducation et de la délinquance juvénile. J'étudierai les activités liées à la jeunesse comme le scoutisme, les mouvements de jeunes, les colonies de vacances (*summer*

*camps*) entre enfants israéliens et palestiniens. J'évoquerai le rôle que la revue s'est octroyé en tant que lieu de rencontres de visions contradictoires et de témoignages d'étudiants et lycéens israéliens et palestiniens. Je parlerai enfin de l'histoire de *New Outlook* en tentant d'identifier le moment où ce journal pacifiste est devenu un véritable mouvement politique. Dans ma conclusion, je porterai une attention particulière aux liens privilégiés que *New Outlook* a tissés avec le mouvement « La paix maintenant » (ainsi qu'avec d'autres associations moins connues, militant en faveur de la paix).

# **PRÉSENTATION DES INTERVENANTS**

### **Gilbert ACHCAR**

Originaire du Liban, Gilbert Achcar est professeur à la School of Oriental and African Studies (SOAS) de l'Université de Londres.

Il est l'auteur de nombreux ouvrages traduits en plusieurs langues parmi lesquels : *Le Choc des barbaries*, Paris, Complexe, 2002, coll. « 10/18 », 2004 ; *L'Orient incandescent*, Lausanne, Page deux, 2004 ; *La Guerre des 33 Jours*, Paris, Textuel, 2006 (avec Michel Warschawski) et *La Poudrière du Moyen-Orient*, Paris, Fayard, 2007 (avec Noam Chomsky). Son dernier ouvrage, *Les Arabes et la Shoah*, paraîtra aux éditions Actes Sud à l'automne 2009.

### **Tareq ARAR**

Tareq Arar est doctorant à l'Institut français de Géopolitique (IFG-Université Paris VIII), et président de l'Union générale des étudiants palestiniens (GUPS) en France.

Il a publié plusieurs articles, notamment : « Géopolitique de Ramallah », *Revue d'études palestiniennes* (94), hiv. 2005, p. 71-91 ; « Palestinians Exiled in Europe », *Al-Majdal* (29), print. 2006, <http://www.badil.org/al-majdal/2006/Spring/article08.htm> ; « Élections palestiniennes, la victoire du Hamas : tentation obscurantiste ? », Institut français de Géopolitique, mai 2006, [www.geopolitique.net/article.php?id\\_article=160](http://www.geopolitique.net/article.php?id_article=160) ; « L'effet Nasrallah : Les conséquences de la guerre israélo-libanaise au Moyen-Orient », *Hérodote* (124), 1<sup>er</sup> trim. 2007.

### **Jean-Christophe ATTIAS**

Jean-Christophe Attias est directeur d'études à l'École pratique des hautes études (EPHE-Sorbonne), titulaire de la chaire de Pensée juive médiévale (VI<sup>e</sup>-XVII<sup>e</sup> siècles) et membre du Centre Alberto Benveniste d'études sépharades et d'histoire socioculturelle des Juifs. Il est, avec Esther Benbassa, l'initiateur du « Pari(s) du Vivre-Ensemble ».

Parmi ses publications récentes : *Des Cultures et des Dieux. Repères pour une transmission du fait religieux*, Paris, Fayard, 2007 (dir., avec Esther Benbassa) ; *Petite histoire du judaïsme*, Paris, J'ai Lu, coll. « Libro », 2007 (avec Esther Benbassa ; trad. espagnole, Madrid, Maia Editores, 2008) ; *Dictionnaire des mondes juifs*, Paris, Larousse, 2008 (avec Esther Benbassa).

### **Esther BENBASSA**

Esther Benbassa est directrice d'études à l'École pratique des hautes études (EPHE-Sorbonne), titulaire de la chaire d'Histoire du judaïsme moderne, et directrice du Centre Alberto Benveniste d'études sépharades et d'histoire socioculturelle des Juifs. Elle est, avec Jean-Christophe Attias, l'initiatrice du « Pari(s) du Vivre-Ensemble ».

Parmi ses publications récentes : *Des Cultures et des Dieux. Repères pour une transmission du fait religieux*, Paris, Fayard, 2007 (dir., avec Jean-Christophe Attias) ; *Petite histoire du judaïsme*, Paris, J'ai Lu, coll. « Libro », 2007 (avec Jean-Christophe Attias ; trad. espagnole, Madrid, Maia Editores, 2008) ; *La Souffrance comme identité*, Paris, Fayard, 2007 (Prix Guizot 2008 [Médaille de bronze] ; trad. italienne, Vérone, Ombre Corte, 2009) ; *Dictionnaire des mondes juifs*, Paris, Larousse, 2008 (avec Jean-Christophe Attias).

### **Mathieu BOUCHARD**

Mathieu Bouchard est doctorant en Histoire des relations internationales à l'Institut Pierre-Renouvin, Université Paris I-Sorbonne.

Il est l'auteur, outre plusieurs articles, de *L'Exode palestinien. Construction d'une représentation occidentale du conflit israélo-arabe*, Paris, L'Harmattan, 2003.

### **Jérôme BOURDON**

Jérôme Bourdon est directeur du département de Communication à l'Université de Tel-Aviv. Il est chercheur associé au Centre de Sociologie de l'Innovation (CSI-École des Mines, Paris), membre du groupe « Temps, Médias, Société » de la Fondation nationale des Sciences politiques (FNSP-Sciences Po).

Il a publié notamment *Haute fidélité. Pouvoir et télévision 1935-1994*, Paris, Seuil, 1994 ; *Introduction aux Médias*, Paris, Montchrestien, rééd., 2000. Il a codirigé *Penser la télévision. Actes du colloque de Cerisy*, Paris, Nathan, 1998 (avec François Jost) et *L'Œil critique. Le journalisme critique de télévision*, Bruxelles, De Boeck, 2003 (avec Jean-Michel Frodon). Il a réalisé plusieurs documentaires dont *Israël-Palestine. L'emprise des images*, INA, La Chaîne parlementaire, 2008. Il publie régulièrement des articles sur les médias dans des revues scientifiques françaises (*Hermès, Réseaux, Le Temps des Médias*) et anglo-saxonnes (*Media, Culture and Society, History and Memory...*). Son ouvrage *Le Récit impossible. Le conflit israélo-palestinien et les médias* paraîtra aux éditions De Boeck à l'automne 2009.

### **Philippe BOURMAUD**

Philippe Bourmaud est ATER à l'Université Jean-Moulin, Lyon-III. Il a soutenu en 2007 à l'Université de Provence (Aix-Marseille-I), sous la direction de Mme Randi Deguilhem, une thèse d'histoire contemporaine intitulée '*Ya Doktor!* Devenir médecin et exercer son art en 'Terre sainte', une expérience du pluralisme médical dans l'Empire ottoman finissant (1871-1918).

Il a publié plusieurs articles, notamment : « Une approche des champs de production historique israélien et palestinien », *Labyrinthe*, 13 (3), 2002 p. 111-127 ; « Public Space and Private Spheres. The Foundation of St Luke's Hospital of Nablus by the CMS (1891-1901) », in Heleen L. Murre-van der Berg (dir.), *New Faiths in Ancient Lands: Western Missions in The Middle East in The Nineteenth and Early Twentieth Century*, Leyde, Brill, 2006, p. 151-174 ; « Entre science conquérante, professionnalisme et souveraineté : trajectoires et images professionnelles des premiers étudiants de la Faculté de médecine de l'Université Saint-Joseph de Beyrouth (1883-1914) » in Patrick Cabanel (dir.), *Une France en Méditerranée : écoles, langue et culture françaises aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles*, Paris, Éditions Créaphis, 2006, p. 253-264.

### **Sébastien BOUSSOIS**

Sébastien Boussois est chercheur associé au Centre Alberto Benveniste (EPHE-Sorbonne) et enseigne à l'École supérieure de Commerce (ESC) de Rouen. Il est directeur de collection aux Éditions du Cygne et chez Riveneuve (Paris).

Outre deux romans et de nombreux articles sur le conflit israélo-palestinien, il a écrit *Israël confronté à son passé : essai sur l'influence de la société israélienne*, Paris, L'Harmattan, 2007 et *Maxime Rodinson : un intellectuel du XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Riveneuve, coll. « Bibliothèque des idées », 2008.

### **Sylvaine BULLE**

Sylvaine Bulle est sociologue et maître de conférences à l'Université Jean-Monnet, Saint-Étienne, et intervenante à l'École des hautes études en Sciences sociales (EHESS).

Elle a publié récemment : « From Domination to Decency, News Trends and Paradigms in Israel and Palestine in the Last Decade », *Block Magazine*, 2008 ; « Domestiquer son environnement. Une pragmatique des politiques ordinaires à Jérusalem-Est », *Genèses*, hiv. 2008 ; « Une urbanité dans l'épreuve : le mur de séparation à Jérusalem et ses bordures. Éléments pour une analyse des actions situées en milieu problématique », *Asylon(s)* (5), 2008 ; « Qu'est-ce qu'une action juste ? Entre normes

et tiraillements, actions délicates et régimes de justice à Jérusalem-Est », *Politix*, à paraître prochainement.

### **Régis DEBRAY**

Régis Debray a notamment récemment publié *Un candide en Terre sainte*, Paris, Gallimard, 2008, et *Le Moment fraternité*, Paris, Gallimard, 2009.

### **Alain DIECKHOFF**

Alain Dieckhoff est directeur de recherches au Centre d'Études et de Recherches internationales (CERI-Sciences Po-CNRS) et enseignant à l'École doctorale de Sciences Po à Paris.

Il est notamment l'auteur de *L'Invention d'une nation. Israël et la modernité politique*, Paris, Gallimard, 1993 ; *Israéliens et Palestiniens. La guerre en partage*, Paris, Balland, 2003 (avec Rémy Leveau) ; *L'État d'Israël*, Paris, Fayard, 2008. Parallèlement, il a fait paraître un ouvrage sur les mutations actuelles du nationalisme : *La Nation dans tous ses États. Les identités nationales en mouvement*, Paris, Flammarion, 2002. Il a également dirigé plusieurs ouvrages collectifs sur la question du nationalisme, notamment : *La Constellation des appartenances. Nationalisme, libéralisme et pluralisme*, Paris, Presses de Sciences Po, 2004, et *Repenser le nationalisme. Théories et pratiques*, Paris, Presses de Sciences Po, 2006.

### **Serge ERLINGER**

Serge Erlinger est docteur en Médecine, professeur honoraire à l'Université Paris-VII, ancien chef de service à l'Hôpital Beaujon (AP-HP) et ancien directeur de l'unité de recherches de Physiopathologie hépatique de l'INSERM. Il est également doctorant à l'Université de Provence (Aix-Marseille-I).

### **Vincent GEISSER**

Vincent Geisser est chercheur à l'Institut d'études et de recherches sur le monde arabe et musulman (IREMAM-CNRS) d'Aix-en-Provence. Il préside le Centre d'études et d'information sur les migrations internationales (CIEMI, Réseau Scalabrini, Paris) depuis avril 2005.

Outre une trentaine d'articles scientifiques, il est l'auteur de *Ethnicité républicaine. Les élites d'origine maghrébine dans le système politique français*, Paris, Presses de Sciences Po, 1997 ; *Diplômés maghrébins d'ici et d'ailleurs*, Paris, CNRS-Éditions, 2000 ; *La Nouvelle islamophobie*, Paris, La Découverte, 2003 ; *Le Syndrome autoritaire. Politique en Tunisie de Bourguiba à Ben Ali*, Paris, Presses de Sciences Po, 2003 (avec Michel Camau) ; *Habib Bourguiba. La trace et l'héritage*, Paris, Karthala, 2004 (avec Michel Camau) ; *Marianne & Allah. Les politiques français face à la question musulmane*, Paris, La Découverte, 2007 (avec Aziz Zemouri) ; *Discriminer pour mieux régner. Enquête sur la diversité dans les partis politiques*, Paris, Éditions de l'Atelier, 2008 (avec El Yamine Soum).

### **Mélanie GÉRARD**

Mélanie Gérard est doctorante au Centre de recherche sur les médiations (CREM-Université Paul-Verlaine, Metz).

### **Karine LAMARCHE**

Karine Lamarche est doctorante à l'ENS-EHESS et ATER à l'Université Lille-III.

Elle a publié son mémoire de maîtrise en Sociologie aux Éditions Sudel, Paris, en 2005 sous le titre : *Refuser l'occupation. De la désobéissance morale à l'action politique chez les Refuzniks israéliens*.

Plusieurs de ses contributions sont également parues ou vont paraître dans des revues francophones (*Les Cahiers du GRIP*, *Confluences Méditerranée*, *Le Bulletin du CRFJ*), ainsi que dans deux ouvrages collectifs : Nicolas Mariot et André Loez (dir.), *Obéir/Désobéir : Les mutineries de 1917 en perspective*, Paris, La Découverte, 2008 et Élisabeth Marteu (dir.), *Civil Organizations and Protest Movements in Israel: Mobilizations Around the Israeli-Palestinian Conflict*, New York, Palgrave-Macmillan, à paraître en avril 2009.

### **Pénélope LARZILLIÈRE**

Pénélope Larzillière est sociologue, chargée de recherche à l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) de Bondy depuis 2004.

Elle est l'auteur de *Être jeune en Palestine*, Paris, Balland, 2004. Elle a également publié de nombreux articles sur l'idéologie et l'engagement en Palestine et en Jordanie, notamment : « Le 'martyr' palestinien, nouvelle figure d'un nationalisme en échec », in Alain Dieckhoff et Rémy Leveau (dir.), *Israéliens et Palestiniens : La guerre en partage*, Paris, Balland, 2003 ; « Islamisme et nationalisme dans les Territoires palestiniens de la première à la seconde Intifada », in Gérard D. Khoury et Nadine Méouchy (dir.), *États et sociétés de l'Orient arabe en quête d'avenir*, Paris, Geuthner, 2007.

### **Élisabeth MARTEU**

Élisabeth Marteu est doctorante à Sciences Po à Paris et ATER en Sciences politiques à l'Université Paris I-Sorbonne.

Elle a dirigé la publication de *Civil Organizations and Protest Movements in Israel: Mobilizations Around the Israeli-Palestinian Conflict*, New York, Palgrave-Macmillan, à paraître en avril 2009. Elle a publié de nombreux articles, notamment : « Quelques éléments de réflexion sur le rapport de Bédouines du Néguev au politique. Entre marginalisation politique et mobilisation sociale », *Le Bulletin du CRFJ* (16), 2005, trad. en anglais ; « Genre et nation en mouvement. Les nouveaux enjeux de la mobilisation féminine arabe en Israël », *Raisons politiques*, Paris, Presses de Sciences Po (24), 2006 ; « La sphère associative palestinienne en Israël. Entre protestation nationale et négociation citoyenne », in Aude Signoles et Jalal Hussein (dir.), *Entre Nation et diaspora : Les Palestiniens quinze ans après Oslo*, Paris, Karthala/IISMM, à paraître en 2009.

### **Gilles PARIS**

Gilles Paris est diplômé de l'Institut d'études politiques de Sciences Po à Paris. Il est entré au service politique du journal *Le Monde* en 1989. Il a été rédacteur au service international, au desk Moyen-Orient, à partir de 1995, puis correspondant en Israël entre 2001 et 2006. Chef adjoint du service international, toujours en charge du Moyen-Orient, il anime le blog « Guerre ou Paix » sur le site du journal *Le Monde* ([www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr)).

### **Cédric PARIZOT**

Cédric Parizot est chercheur au CNRS, affecté au Centre de recherche français de Jérusalem (CRFJ). Il pilote deux programmes de recherches : un programme ANR jeunes chercheurs-Région PACA intitulé « Mobilités, frontières et conflits dans l'espace israélo-palestinien » et un programme Ramses intitulé « Le conflit israélo-palestinien sous l'angle des mobilités transfrontalières ».

Il a publié récemment : « L'émergence de frontières interpalestiniennes », *Revue d'études palestiniennes* (107), print. 2008 ; « Tightening Closure Securing Disorder », *Refugee Watch*, juin 2008 ; « Crossing Borders, Reinforcing Boundaries: Kinnections of Negev Bedouin in Gaza, West Bank and Jordan », in Sari Hanafi (dir.), *Crossing Borders, Shifting Boundaries: Palestinian Dilemmas*, Cairo Papers in Social Science, 29 (1), 15 juil. 2008.

### **Sammy RAVEL**

Shmuel (Sammy) Ravel est Ministre plénipotentiaire auprès de l'Ambassade d'Israël à Paris.

### **Pierre RENNO**

Pierre Renno est ATER au Centre de recherches politiques (CRPS-Université Paris I-Sorbonne).

Il a publié notamment : « L'introuvable déségrégation ethnique des villages communaux galiléens », *Bulletin du CRFJ* (17), 2006 ; « Au-delà du Mur : Israël face à sa frontière », *EchoGéo*, mars 2008 (<http://echogeo.revues.org/document2289.html>) ; « Les deux Intifada », in Alain Renaut (dir.), *L'Encyclopédie de la culture politique contemporaine*, Paris, Éditions Hermann, 2008 ; « Looking Out For the Arabs: Mobilization in Favor of the Israeli-Arab Sector in the Galilean Mitzpim Hilltop Settlements », in Élisabeth Marteu (dir.), *Civil Organizations and Protest Movements in Israel: Mobilizations Around the Israeli-Palestinian Conflict*, New York, Palgrave-Macmillan, à paraître en avril 2009.

### **Caroline ROZENHOLC**

Caroline Rozenholc est boursière au Centre de recherche français de Jérusalem (CRFJ) et doctorante au laboratoire Migrinter (CNRS, Université de Poitiers).

Elle a récemment publié « De la frontière à la marge. Florentin : explorations géographiques d'un quartier historique », *Tsafon* (55), print.-été 2008. Son article « Entre exotisme et nostalgie. Florentin : globalisation d'un quartier 'authentique' » paraîtra dans la livraison 2009 du *Bulletin du CRFJ* (19).

### **Irène SALENSON**

Agrégée de Géographie, docteur en Urbanisme de l'Université Paris I-Sorbonne, Irène Salenson est ATER à l'Institut d'aménagement territorial, environnement et urbanisme (IATEUR) de l'Université de Reims.

Elle a publié notamment : « Quelle souveraineté pour Jérusalem ? », *Outreterre* (1), Lyon, Éditions Golias, 2001 ; « Jerusalem and the Border, Evolutive Aspects », *Estudios Fronterizos*, 6 (11), Universidad Autonoma de Baja California, Mexicali, 2005 ; « Jérusalem en 2020 sous l'œil des urbanistes », *Bulletin du CRFJ* (16), 2006 ; « Entre résistance et négociation, la contribution des Palestiniens de Jérusalem au processus d'aménagement », in Olivier Legros (dir.), *Participations citadines et Action publique*, Dakar, Rabat, Cotonou, Tunis, Jérusalem, Sanaa, Paris, ADELS-Yves Michel, 2008.

### **Julien SALINGUE**

Julien Salingue est doctorant en Sciences politiques à l'Université Paris VIII, sous la double direction de Gilbert Achcar et de Daniel Lindenberg.

Il publie régulièrement des articles sur son blog : <http://juliensalingue.over-blog.com>.

### **Leïla SHAHID**

Leïla Shahid a été, de 1994 à 2005, Déléguée générale de l'Autorité palestinienne en France. Elle occupe ce poste depuis 2005 auprès de l'Union européenne, de la Belgique et du Luxembourg.

Elle est l'auteur de *Les Banlieues, le Moyen-Orient et Nous*, Paris, Éditions de l'Atelier, 2006 (avec Dominique Vidal et Michel Warchawski).

### **Avi SHLAÏM**

Avi Shlaïm est historien, professeur au St Antony's College, Oxford.

Il est l'auteur, notamment, de *Collusion Across Jordan*, New York, Columbia University Press, 1988 ; *War and Peace in the Middle East: A Concise History*, New York, Penguin, 1995 ; *The Politics of Partition*, rééd., New York, Oxford University Press, 1998 ; *Lion of Jordan: The Life of King Hussein in War and Peace*, Londres, Allen Lane, 2007 ; *Le Mur de fer. Israël et le monde arabe*, trad. de l'anglais par Odile Demange, Paris, Buchet-Chastel, 2008.

### **Denis SIEFFERT**

Denis Sieffert dirige l'hebdomadaire *Politis*.

Il est l'auteur de plusieurs ouvrages, notamment : *La Guerre israélienne de l'information : Désinformation et Fausse symétrie dans le conflit israélo-palestinien*, Paris, La Découverte, coll. « Sur le vif », 2002 (avec Joss Dray) ; *Israël-Palestine : Une passion française*, Paris, La Découverte, 2004 ; *Comment peut-on être (vraiment) républicain ?*, Paris, La Découverte, 2006. Il a également participé à l'ouvrage collectif *Anti-sémitisme : l'intolérable chantage*, Paris, La Découverte, coll. « Sur le vif », 2003, et réalisé de nombreux reportages au Moyen-Orient.

### **Marcella SIMONI**

Marcella Simoni est diplômée en Histoire européenne contemporaine de l'Université de Florence et docteur de l'Université de Londres. Elle enseigne au département d'Études eurasiennes à l'Université Ca' Foscari, Venise et à la branche de l'Université de New York à Florence en tant que professeur associé.

Elle a publié de nombreux articles en anglais et en italien dans diverses revues scientifiques (*Middle Eastern Studies*, *Jewish History*, *Passato e Presente* et *Genesis*) et a récemment codirigé deux ouvrages sur l'héritage de la guerre des Six-Jours au Moyen-Orient. Elle prépare une publication sur le conflit israélo-palestinien et la question de la jeunesse.

### **Dominique VIDAL**

Dominique Vidal est journaliste au *Monde diplomatique* et historien, auteur d'une quinzaine de livres consacrés entre autres au conflit israélo-palestinien et à son histoire.

Parmi les derniers : *Les Cent clés du Moyen-Orient*, Paris, Hachette, coll. « Pluriel », 2006 (avec Alain Gresh) ; *Les Banlieues, le Moyen-Orient et Nous*, Paris, Éditions de l'Atelier, 2006 (avec Leïla Shahid et Michel Warschawski) ; *Comment Israël expulsa les Palestiniens 1947-1949*, Paris, Éditions de l'Atelier, 2007 (avec Sébastien Boussois).

# LE PARI(S) DU VIVRE-ENSEMBLE 2009



## *Minorités, citoyenneté et politique*

**À l'initiative d'Esther Benbassa  
et de Jean-Christophe Attias**

(directeurs d'études à l'École pratique des hautes études, Sorbonne).

*L'édition 2009 du « Pari(s) du Vivre-Ensemble » est le premier volet d'un cycle de manifestations appelé à se déployer sur trois ans (2009-2012).*

*Thématiquement, ce cycle se déclinera sur trois plans à la fois distincts et convergents :*

- *Le conflit israélo-palestinien et son impact en France*
- *Mémoires, histoires et minorités*
- *Minorités en politique*

**Association en charge du projet : APEJOB-PVE**  
**Plus de renseignements sur [www.parisduvivreensemble.org](http://www.parisduvivreensemble.org)**

